

Élections municipales 2026

Considérants

Vu les articles 13-3 et 13-5 des statuts

Vu les articles 13-3 du RI

Vu la motion « Les Écologistes et la construction d'une union efficace pour 2027 », adoptée par le Conseil fédéral le 10 octobre 2024

Vu la motion « De la vague verte de 2020 à celle de 2026 », adoptée par le Conseil fédéral le 10 octobre 2024

Vu le texte d'orientation du mouvement adopté le 19 avril 2025

Contexte

Nous sommes à un moment de bascule politique réactionnaire mais il n'y a aucune fatalité.

À l'heure où l'instabilité politique a été accentuée par la dissolution de juin dernier, les élections municipales de 2026 seront un moment décisif pour le pays et le mouvement écologiste. À un an de la présidentielle, comme à l'été 2024, la gauche et les écologistes peuvent construire la voie de l'espoir.

Dans un contexte d'accélération des crises climatiques et d'un effondrement croissant du vivant, les communes sont en première ligne et jouent aujourd'hui un rôle majeur dans l'adaptation et l'atténuation du dérèglement climatique.

L'affaiblissement démocratique, la crise de confiance et de vocations, frappe durement les élus locaux, confrontés à la montée de l'extrême-droite et à ses méthodes.

Plusieurs décennies d'écologie municipale, souvent dans des coalitions de gauche larges, ont démontré la capacité des écologistes à incarner une force alternative capable de remporter des élections locales, de gouverner des collectivités de toute taille et de changer le visage des villes.

Cette campagne municipale doit être un mouvement d'amplification de la dynamique écologiste au niveau local : là encore nous devons nous déployer partout, des grandes villes aux quartiers populaires, des ruralités aux territoires ultra-marins.

Nos projets locaux sont clairs, répondent aux difficultés du quotidien dont les plus pauvres sont les premières victimes et sont réclamés par une majorité de françaises et de français : un maillage de services publics de proximité, l'adaptation aux phénomènes climatiques extrêmes, des moyens pour la santé, l'éducation et les mobilités. Une meilleure répartition des ressources, notamment naturelle avec la problématique croissante de l'eau.

Protection sociale, environnementale, démocratique, ces priorités seront déployées dans tous les territoires par les maires et chefs de file écologistes.

Compte tenu du contexte politique national, celui d'une vague réactionnaire conquérante, et d'une gauche qui ne peut l'affronter qu'unie, les prochaines élections municipales seront à plus d'un titre cruciales :

- Elles constitueront (sauf dissolution) le dernier exercice démocratique avant l'élection présidentielle de 2027 et doivent donc constituer un jalon d'espoir dans la conquête du pouvoir contre la droite et l'extrême-droite.
- Nulle victoire nationale ne pourra se bâtir sur les ruines de la division du camp progressiste au niveau local : chaque commune remportée par la droite radicalisée ou l'extrême-droite constitueront un tremplin pour le Rassemblement National. Faire échec à ce dernier constitue une priorité stratégique.

- La consolidation et la réélection des équipes sortantes écologistes. L'un des enjeux majeurs de ces élections consistera à mettre en avant le bilan positif de nos maires dans toutes les strates de villes écologistes.
- Tout doit être fait pour éviter la division, notamment dans les villes de gauche lorsque la participation des écologistes à une majorité plurielle s'est bien déroulée durant l'ensemble du mandat.
- Pour redonner l'espoir en 2027, il revient aux composantes du NFP de préparer sérieusement la conquête de nouvelles villes à la droite et l'extrême-droite. En dialogue entre ses échelons locaux, régionaux et nationaux Les Écologistes mettront en œuvre une discussion nourrie avec nos partenaires tant aux échelons locaux que nationaux pour aligner les objectifs avec les réalités locales.

Dans notre motion « Les Écologistes et la construction d'une union efficace pour 2027 », adoptée en octobre dernier, nous avons d'ores et déjà convenu que notre objectif pour les élections municipales est de « travailler l'union en intégrant les forces citoyennes, écologistes et de gauche dans le respect de la subsidiarité des territoires ».

Cette stratégie coordonnée pour 2026 et 2027 a été fortement réaffirmée dans notre texte d'orientation adopté en octobre avril dernier qui pose les jalons de cette stratégie pour remporter un maximum de villes et éclaire le contexte particulier de 2026 :

« En 2026, nous avons l'impérieuse nécessité de coordonner les stratégies locales et nationales [...] Dans le respect du principe de subsidiarité les stratégies locales devront être éclairées par un dialogue fort entre les échelons national, régional et local tenant compte notamment des enjeux intercommunaux et sénatoriaux. »

En lien avec les échelons locaux et nationaux, le bureau politique jouera pleinement son rôle pour faciliter les stratégies locales et entamer un dialogue stratégique global avec ses partenaires de gauche.

Ces discussions sont d'ores et déjà demandées par l'ensemble de nos partenaires afin d'appréhender les priorités des un·e·s et des autres et d'éviter les batailles fratricides. Les gauches irréconciliables n'existent pas, la guerre des gauches n'est pas une fatalité.

Ces échanges stratégiques doivent permettre de disposer d'une cartographie de l'ensemble des villes et leurs contextes, de faciliter les échanges locaux, d'agir en médiation des situations les plus complexes et, le cas échéant, d'obtenir des partenaires politiques des engagements de soutien envers nos candidat·e·s et réciproquement. Il conviendra par ce travail d'identifier les zones de fragilités ou d'espoir de conquête pour chacune des forces politiques.

Au vu du calendrier électoral, ces échanges doivent avoir lieu dès à présent.

MOTION

Vu les articles 13-3 et 13-5 des statuts;

Vu les articles 13-3 du RI

Vu la motion « Les Écologistes et la construction d'une union efficace pour 2027 », adoptée par le Conseil fédéral le 10 octobre 2024

Vu la motion « De la vague verte de 2020 à celle de 2026 », adoptée par le Conseil fédéral le 10 octobre 2024

Vu le texte d'orientation du mouvement adopté le 19 avril 2025

Le conseil fédéral mandate le bureau politique afin de faciliter les stratégies locales et d'ouvrir des discussions à propos des élections municipales avec nos partenaires politiques concernant les villes de plus de 100 000 habitants.

Le conseil fédéral énonce comme priorités des discussions :

- **la recherche d'union des gauches et des écologistes,**
- **l'endiguement de la montée des extrêmes droites,**
- **le maintien des villes écologistes et la conquête de nouvelles villes**
- **le soutien aux villes de gauche dont nous partageons le projet**
- **la conquête des villes de droite.**

La Conférence des Régions assurera un rôle de trait d'union et de relais, permettant de faire remonter les blocages ou besoins locaux susceptibles d'être appuyés à l'échelle nationale et de faire le retour sur les enjeux nationaux inhérents aux territoires concernés.

Les deux représentants de la conférence des régions seront associés aux délégations de la discussion avec les partenaires. Le lien avec les groupes locaux concernés, garants de la subsidiarité ainsi qu'avec les secrétaires régionaux et les délégués aux élections régionaux sera fait en amont et en aval des discussions concernant leur territoire avec les membres du bureau politique en charge des discussions.

Des retours réguliers des discussions nationales seront prévus par le bureau politique vers le Conseil fédéral et la Conférence des régions.

Conformément à nos statuts et règlements, les décisions finales concernant la stratégie et la constitution des listes seront prises par vote par les adhérent·e·s des territoires concernés.

Pour : beaucoup ; contre : 9 ; blancs : 3